



# Djibouti

## Système de Suivi et surveillance de la Sécurité Alimentaire (SSSA)

### En Bref

- La situation de sécurité alimentaire des ménages s'est dégradée dans toutes les régions de l'intérieur par rapport à Mai 2016, à l'exception d'Arta. Tandis qu'Ali Sabieh enregistre une dégradation lente mais continue depuis deux ans (octobre 2014), les régions de Tadjourah et Obock voient cette proportion augmenter assez considérablement depuis octobre 2015 (+18% et +20% respectivement).
- La région d'Arta a connu depuis octobre 2014 une amélioration continue de la situation avec une augmentation de 28% de ménages en situation de sécurité alimentaire depuis octobre 2015.
- La sévérité de l'insécurité alimentaire de certaines régions est due à une saison de Karan / Karma pauvre et tardive, qui a coïncidé avec une limitation des emplois instables et précaires (non qualifiés et journalier).
- Ces niveaux d'insécurité alimentaire s'expliquent aussi par les effets du phénomène el-Niño qui a contribué à la sécheresse et aux retards de pluies à Djibouti depuis plus d'une année. A cause de l'accès limité aux pâturages, les ménages pauvres continueront à faire face à une alimentation pauvre en protéines et micronutriments qui normalement proviennent de leur bétail, à moins que la saison des pluies de Heys / Dadaa (Octobre à Mars) ne soit au-dessus de la moyenne.

### Introduction

Le PAM, la FAO et l'UNICEF, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, de la Pêche et de l'élevage chargé des Ressources Halieutiques (MAPE-RH), le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MID), les Préfectures et Conseils régionaux, ont conduit en Octobre 2016 une évaluation conjointe sur le suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SSSA) dans les 5 régions intérieures de Djibouti, avec l'implication de la Direction de la Statistique et des Etudes Démographiques (DISED) qui était en charge de la collecte des données et de la supervision de l'enquête sur le terrain.

L'objectif principal de la présente SSSA est de suivre l'évolution de la sécurité alimentaire et de la nutrition afin d'augmenter l'efficacité des programmes humanitaire et de développement conduits par les partenaires au développement actifs dans les zones rurales de Djibouti. Le PAM, en partenariat avec le MID et MAEEP-RH, a collecté les données de terrain dans les zones rurales afin d'identifier et de suivre les menaces potentielles sur la sécurité alimentaire des ménages, et d'estimer l'évolution de l'insécurité alimentaire depuis l'année dernière en octobre 2015 et la dernière étude du mois de Juin 2016 avant la période de soudure.

## Méthodologie

La collecte des données secondaires s'est concentrée principalement sur les enquêtes du PAM depuis Juin 2014 avec l'Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN) et jusqu'à celles de SSSA du mois d'octobre 2014 à celle du mois d'octobre 2015. Le bulletin FEWSNET sur les prévisions d'octobre 2015 à Octobre 2016 a également fait partie des sources d'informations utilisées dans le cadre de cette étude.

La collecte des données primaires avait pour objectif de combler le manque d'informations sur la sécurité alimentaire des ménages et montrer les tendances par rapport aux dernières enquêtes SSSA et AGVSAN. La collecte des données a été conduite à travers un questionnaire ménages qui est un outil qui est mis en œuvre à Djibouti depuis 2011 et est basé sur des outils expérimentés dans d'autres pays où des enquêtes similaires régulièrement sont conduites par le PAM/VAM<sup>[1]</sup>.

Contrairement aux années passées, la collecte des données qualitatives ont été introduites sur la base d'un questionnaire de discussion de groupe structurée. Les agents du PAM et les représentants des autorités régionales ont été chargés d'organiser ces discussions avec les communautés.

La zone de l'enquête a été stratifiée par type de ménage : 1) non-bénéficiaires du PAM 2) bénéficiaires GFD, 3) bénéficiaires vivre contre travail. La taille de l'échantillon a été calculée sur base d'un échantillonnage stratifié à 2 degrés, avec coefficient de confiance de 95% et un degré de précision de 7%, pour un total de 150 à 600 ménages par stratum. Pour chaque stratum, un minimum de 25 grappes (villages) a été sélectionné au hasard. Les villages ont été sélectionnés en utilisant la méthode « PPS », *Probability Proportional to Size* (proportion probable par taille). Pour chaque grappe, un minimum de 6 ménages ont été également sélectionnés au hasard à partir des listes disponibles. Globalement, 2 217 ménages ont été échantillonnés dans 130 grappes

Afin de comparer la situation avec celle d'octobre 2015, les données nutritionnelles ont été collectées auprès des mêmes ménages pour les enfants de moins de cinq ans à travers le périmètre brachial. Ceci est pour se conformer au cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle développé par l'UNICEF et le PAM, qui décrit le lien entre la sécurité alimentaire et la nutrition d'un ménage, dont les enfants.

Avant de mener l'enquête, une formation a été conduite pour assurer que les énumérateurs en comprennent les objectifs, la stratégie d'échantillonnage et leurs rôles et responsabilités. Cette formation s'est tenue du 07 au 09 octobre 2016 dans les bureaux du PAM à Djibouti, avec la participation de la DISED. Les formateurs provenaient du bureau national en occurrence l'équipe de VAM (Analyse de la Vulnérabilité et Cartographie). Les formateurs ont également supervisé les tests des instruments (1 jour supplémentaire) et pour garantir la compréhension un exercice de « MOCK interview » a été introduit.

La collecte des données a eu lieu entre le 10 et 25 octobre 2016, par les cinq équipes, chacune composée d'un superviseur-cartographe et de cinq énumérateurs. Du personnel local et national du Gouvernement était également impliqué dans la direction et dans la supervision de la collecte des données qualitatives avec les communautés.

La saisie des données s'est faite en temps réel grâce à l'utilisation du software Open data Kit (ODK). Après avoir procédé au triage, 2217 questionnaires ménages ont été conservé pour l'analyse, qui a été conduite avec le software SPSS.

## Limites de l'enquête

Bien que des standards rigoureux aient été appliqués dans le procédé d'analyse, les risques suivants, communs à toute enquête quantitative, doivent être admis :

**Risques liés à la validité externe :** des limites liées à la possibilité de généraliser les résultats d'un échantillon à une population globale doivent être admises. Les données de l'enquête, et en particulier l'échantillonnage, ont été conçues pour représenter exhaustivement la situation à moment donné au niveau des régions et dans l'ensemble du milieu rural du pays. Cependant ces risques existent, encore plus à cause de l'inaccessibilité de certaines zones de la région de Tadjourah et Obock (notamment dans la sous-préfecture d'Alaili Dada qui était l'une des plus affectées par l'insécurité alimentaire en juin 2014). Cela peut contribuer à la sous-estimation de la situation de l'insécurité alimentaire dans ces régions. Par ailleurs, les données sur les mesures anthropométriques des enfants de moins de 5 ans permettront seulement de donner une situation indicative plus que la prévalence qui requiert le respect de certains aspects standards (échantillonnage, etc.).

**Risques liés à la validité interne :** des souvenirs incorrects ou des quantités estimées peuvent affecter la validité des résultats. Les enquêteurs ont cependant été entraînés à faciliter le rappel des souvenirs et à améliorer l'estimation des quantités pour améliorer ce point. Dans certains cas, le désir d'avantages sociaux, le manque de liberté et les attentes peuvent avoir affecté les réponses, et ainsi orienté les répondants vers des réponses déjà préparées, tout spécialement de la part des ménages qui ont peut-être fait l'objet, dans le

<sup>[1]</sup> Les outils sont disponibles sur demande, veuillez contacter le bureau du PAM Djibouti.

passé, d'enquêtes visant à développer des programmes de réponses (ex. assistance alimentaire). Le caractère anonyme de l'enquête a toutefois contribué à réduire les risques de biais.

**Risques liés à la fiabilité :** les risques liés à la fiabilité ou à la répétition (Kaltan et al, 2005) des résultats ont été minimisés grâce à la conception du questionnaire et à l'entraînement des enquêteurs, ainsi qu'à des seuils et limites aux possibles options de réponse insérés grâce au programme ODK dans les tablettes. L'entraînement relatif aux questionnaires destinés aux ménages a été mené de façon à réduire la différence de perception des enquêteurs vis-à-vis des questions.

## Contexte

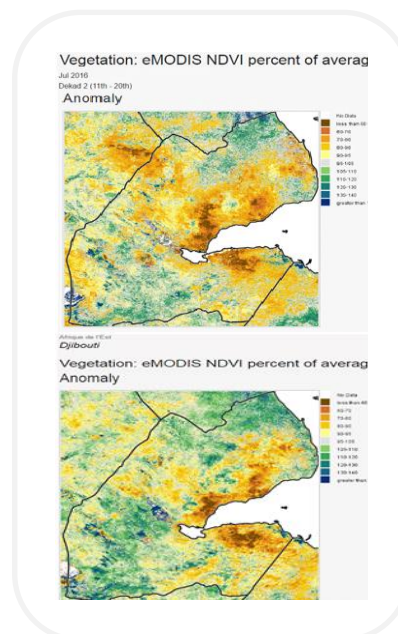
En octobre 2015, environ 6 ménages sur 10 étaient affectés par l'insécurité alimentaire en milieu rural. Les zones présentant la plus haute prévalence étaient Dikhil avec 68.9% et Obock avec 65.8%. Cette situation était principalement due à une saison des pluies Karan/karma (pluie de l'intérieur du pays) tardive, pauvre et irrégulière dans pratiquement toutes les régions.

La saison des pluies de Diraac/Sougoum a été globalement au-delà de la moyenne nationale mais avec des précipitations inégalement réparties entre les différents milieux ruraux. Toutefois, la régénération de la végétation a été visiblement améliorée par rapport à juillet 2016. La situation est presque similaire à celle d'avant la période de soudure (Juillet 2016) dans les zones pastorales au Nord-Ouest, au Sud-Est frontalier et enfin sur les côtes. Avec de bonnes pluies à Obock, on observe une légère amélioration du pâturage sur la côte comme vers l'arrière-pays où vivent majoritairement des ménages vulnérables.

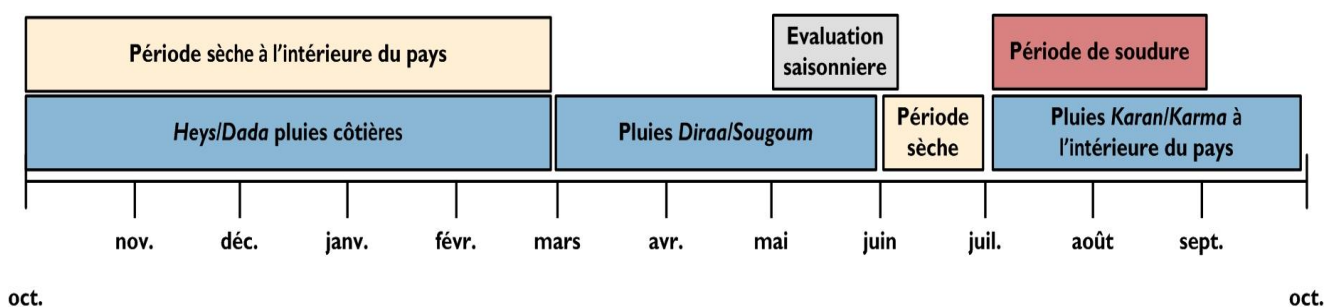
Cette situation est aussi due en partie au phénomène El-Niño qui avait sévèrement affecté la végétation par des précipitations peu abondantes dans les régions de l'intérieur. Par conséquent, les conditions physiques de l'élevage et leur production ont été moins bonnes. Durant cette même période, les régions du sud ont vécu l'arrivée de déplacés pastoraux provenant des pays limitrophes qui ont dû partager des ressources limitées avec les communautés rurales.

Par ailleurs, les opportunités de travail non qualifié se sont faites rares dans le milieu rural, en particulier à Ali Sabieh et Tadjourah, durant la période de soudure. Cette situation devrait perdurer jusqu'au lancement de nouveaux grands travaux de construction en 2017 (Aéroports, etc.).

Il apparaît que les ménages pastoraux font face à des difficultés pour répondre à leurs besoins alimentaires, situation qui risquerait de s'aggraver quand on prend en considération la diminution des opportunités de travail, les mauvaises conditions de l'élevage et les faibles rendements de la production animale.



**Tableau 1 : Calendrier saisonnier et événements critiques à Djibouti**



La prochaine enquête en mai 2017 donnera des informations plus précises sur l'impact de ces facteurs quant au niveau de sécurité alimentaire des ménages.

## Classification de la Sécurité Alimentaire

### Environ six ménages sur dix en insécurité alimentaire

En Octobre 2016, l'insécurité alimentaire en milieu rural, évaluée sur base de trois indicateurs fondamentaux (Proportion des dépenses alimentaires, Consommation alimentaire et Stratégies d'adaptation), a légèrement augmenté et demeure toujours très élevée, **affectant 60% des ménages ruraux**.

L'insécurité alimentaire touche particulièrement les régions d'Obock (86%), Ali Sabieh (74%) et Dikhil (70%).

**Tableau 2: Répartition géographique de l'insécurité alimentaire**

Octobre 2016	Ali Sabieh	Arta	Dikhil	Obock	Tadjourah	Total
Sécurité Alimentaire	3%	40%	5%	3%	4%	8%
Sécurité Alimentaire Limite	24%	46%	25%	11%	45%	32%
Insecurité Alimentaire Modere	61%	12%	43%	71%	38%	44%
Insecurité Alimentaire Severe	12%	2%	27%	15%	13%	16%
Total Insecurité Alimentaire	74%	14%	70%	86%	50%	60%

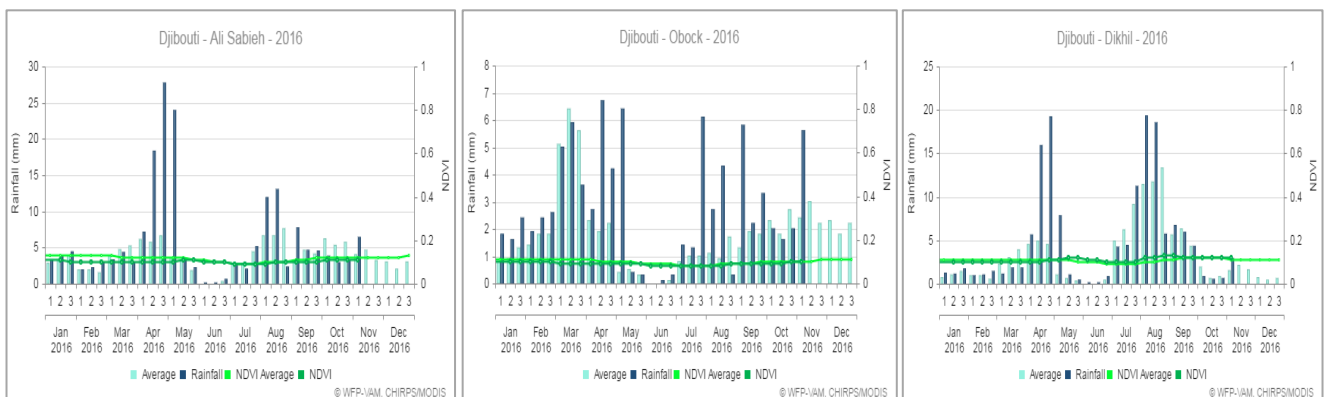
Ce niveau considérable d'insécurité alimentaire s'explique par le retard des pluies de la saison de Karan/Karma entre Juillet et Septembre, probablement causé par un phénomène El-Niño fort (qui contribue normalement entre 50% et 75% des pluies annuelles), particulièrement dans la zone du Sud-est pastoral frontalier (Ali Sabieh) ainsi que dans la région rurale d'Obock et de Dikhil. La précédente saison des pluies Diraac/Sougoum (Mars à Juin) a été globalement bonne (FEWSNET, Djibouti Remote Monitoring Update – June 2016) mais pas assez significative dans les zones pastorales des régions de l'intérieur et plus particulièrement dans le Nord-Ouest Pastoral de Dikhil et de Tadjourah, ainsi que dans la région d'Obock. La régénération des pâturages qui a suivi n'a pas été à la hauteur des attentes de la population rurale pastorale ; les populations côtières n'ont pas été touchées par cette pluie ni bénéficié une régénération des pâturages.

Du fait de cette situation, les ménages n'ont pas pu profiter de leur élevage, tant pour leur propre consommation pour la vente. L'utilisation excessive de ressource déjà limitées causée par les déplacés des pays limitrophes a continué pendant la période de soudure en milieu rural, limitant la régénération de la végétation bien en dessous des niveaux attendus au vu des précipitations. A cette situation, s'est rajoutée la raréfaction des opportunités d'emploi dont les ménages profitaient massivement avec les projets de construction d'infrastructures qui sont maintenant presque terminés, en particulier à Ali Sabieh et Tadjourah. En effet, depuis juin 2014, la sécurité alimentaire des ménages pastoraux s'était améliorée grâce à ces projets des grands travaux qui employaient majoritairement la population rurale. Cette inquiétude a été partagée par la majorité des acteurs intervenant dans le secteur humanitaire : comment éviter le retour à une situation de sécurité alimentaire dégradée, telle que nous sommes en train de l'observer maintenant dans les régions où le gouvernement terminé l'exécution de grands projets comme dans Ali Sabieh, Tadjourah et Arta.

En observant les tendances des sources de revenus en milieu rural, certaines sources sont moins utilisées comme la vente de charbon (-11%) et l'artisanat (-5%). La part de l'assistance extérieure provenant du gouvernement, les familles et les proches a baissé au profit de l'entraide et/ou de la mendicité.

Malgré des températures actuelles moins violentes et une saison de pluie de Xays/Dadaa qui a commencé très tôt, les populations rurales restent en état de stress pour les côtes et en crise pour le milieu pastoral du Nord-Ouest et du Sud-Est, ainsi qu'à Obock.

**Graphe1: Rapport les moyennes de précipitation des pluies et la végétation à Ali Sabieh, Obock et Dikhil**



### Tendances ascendantes avec un niveau considérable d'insécurité alimentaire sévère

L'insécurité alimentaire a augmenté de 5% par rapport à octobre 2015 en passant de 55.5% à 60% et reste élevée, à un niveau similaire à celui d'octobre 2013 mais plus bas que celui d'octobre 2014 (-12.5%). L'insécurité alimentaire sévère a baissé de presque 3% depuis octobre 2015 mais l'insécurité alimentaire modérée a augmenté de 7%.

On observe une augmentation de l'insécurité alimentaire en milieu rural, en particulier dans la région d'Obock (+22%) et Tadjourah (+19%) depuis octobre 2015 alors que la situation reste stable dans la région de Dikhil. En revanche, la région d'Ali Sabieh montre une diminution de la proportion des ménages en insécurité alimentaire sévère (-20%) qui se reflète sur les ménages en insécurité alimentaire modérée dont le nombre augmente de 24%. Pour Tadjourah, on assiste à une dégradation de la situation avec une augmentation de presque 19% nu nombre de ménages en insécurité alimentaire. Enfin à Arta, la situation semble constamment

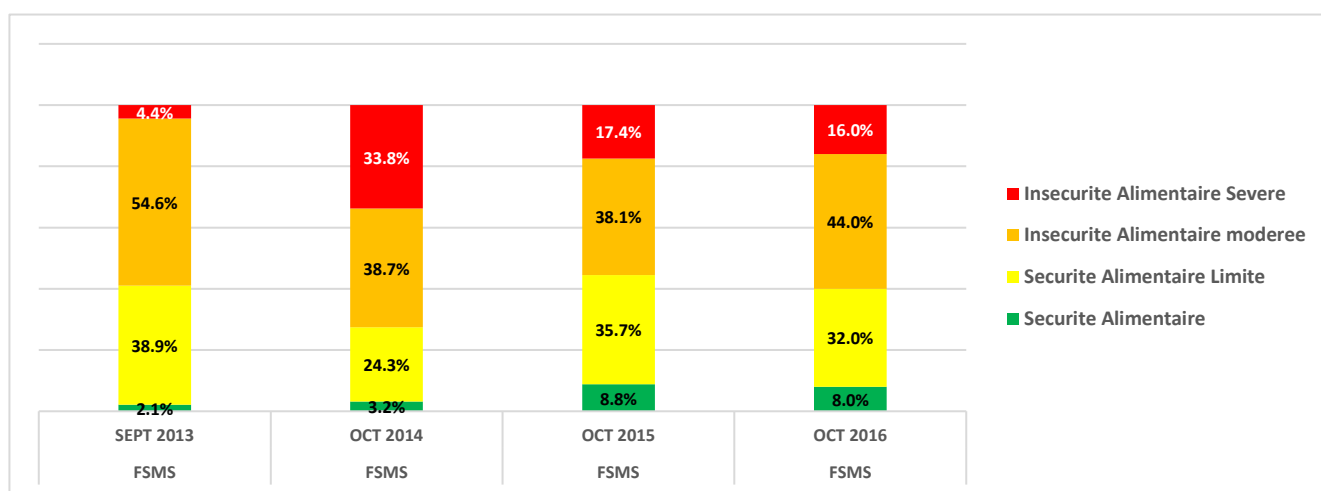
s'améliorer avec une réduction de 28% de ménages en insécurité alimentaire qui ont basculé vers ceux en sécurité alimentaire.

Il est à signaler en particulier que la prévalence de ménages en insécurité alimentaire sévère dans les régions reste stable ou légèrement en baisse de 1.4%. Par contre, les ménages en insécurité alimentaire modérée ont augmenté de 6% sans oublier de mentionner les 4.5% qui ont basculé de la sécurité alimentaire vers l'insécurité alimentaire.

La situation de la population rurale ne semble pas s'être améliorée dans certaines régions comme Obock, Dikhil et Ali Sabieh. Le nombre de ménages en insécurité alimentaire semble même avoir augmenté à Tadjourah, tout en conservant une proportion assez importante des ménages en sécurité alimentaire. La principale raison de cette dégradation du niveau de la sécurité alimentaire en milieu rural est attribuable à une saison des pluies Karan/Karma arrivée tardivement (fin août, début septembre) et toujours inférieure à la moyenne. Cette année, la période de soudure a coïncidé avec une période prolongée du phénomène El Niño qui a drastiquement affecté les moyens d'existence des ménages. Cette période fut aussi le début de la diminution des activités de grands travaux tels que la construction d'infrastructures portuaires, routières, hydrauliques, etc. qui conduit à une diminution de l'offre d'emplois non qualifiés.

Il est enfin à signaler que l'accessibilité limitée dans certaines zones reculées de ces régions pourrait sous-estimer la réelle sévérité de la situation.

**Graphe2: Evolution du taux de l'insécurité alimentaire en milieu rural**



### Qui sont les ménages ruraux en insécurité alimentaire

Le score de consommation alimentaire montre que presque six ménages ruraux sur 10 ont une consommation inadéquate et 9 sur 10 ont une alimentation non diversifiée avec un régime alimentaire basé principalement sur les céréales, l'huile et le sucre. Pourtant, ces ménages consacrent ¾ de leur budget aux dépenses alimentaires.

Durant les 3 mois précédant l'enquête, plus de 4/5 des ménages ruraux déclarent avoir subi au moins un choc. Les principaux chocs auxquels ils ont fait face sont la sécheresse / manque de pluie (48%), manque de nourriture (19,8%), mort des animaux à cause de la sécheresse (12,2%) et flambée des prix des denrées de base (11,1%).

Cette situation peut s'expliquer à travers les types des moyens d'existences des ménages ruraux qui sont particulièrement focalisés sur la vente de bois de chauffe et de charbon, sur le travail non qualifié et les assistances extérieures. Il est clair que ces activités n'ont pas un caractère stable et durable, n'assurant donc pas de revenus réguliers. De plus, la principale source de revenu « Ventes de bois de chauffe et de charbon » a un effet néfaste sur l'environnement rural, y-compris la régénération des pâturages.

De plus, l'indice des stratégies d'adaptation relatif à l'alimentation<sup>1</sup> est élevé (15,86) et dépasse de 2,3 points l'indice du mois de mai 2016 ; il reste cependant inférieur à la situation d'octobre 2015. En ce qui concerne la fréquence d'utilisation de ces stratégies par les ménages, les effets de la sécheresse et le manque de nourriture ont mis ces ménages dans des situations difficiles, les poussant à adopter des comportements pouvant les mettre dans des situations encore plus graves, surtout pour les enfants en bas-âge (réduction du nombre de repas par jour, réduction en quantité et qualité de nourriture).

Ces mêmes ménages déclarent que les enfants de 5 à 14ans sont favorisés lors des repas quand les adultes et les 6-59 mois le sont un peu moins.

<sup>1</sup>L'indice de stratégie de survie alimentaire (CSIfood) est un indicateur qui se base sur la fréquence et la gravité des mécanismes de survie adoptés par les ménages quand ils font face à une pénurie alimentaire.

## Quelles sont les causes de l'insécurité alimentaire

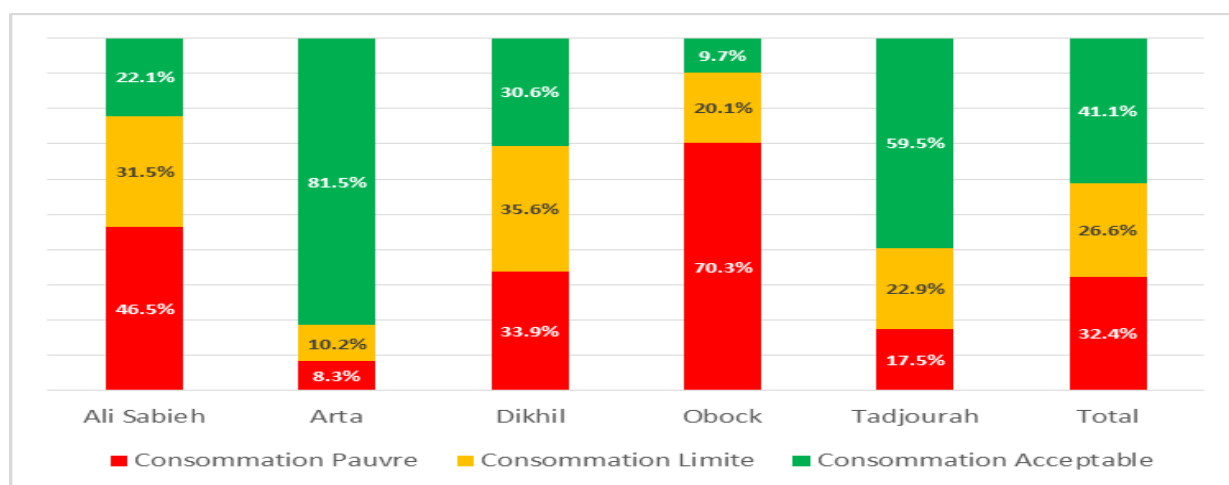
### Consommation alimentaire

En milieu rural, 59% des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate<sup>2</sup> dont plus de 30% avec une consommation pauvre.

La situation est particulièrement préoccupante à Obock, Ali Sabieh et Dikhil, qui enregistrent un score de consommation alimentaire inadéquat pour plus de 7 ménages sur 10. Par rapport à l'année dernière (Octobre 2015) on constate une situation qui se dégrade à Obock (+24% de ménages avec une consommation pauvre), Tadjourah (+9%), Dikhil (+5.4%) et Ali Sabieh (+4%) tandis qu'Arta enregistre une importante baisse de 24%.

Avec l'absence d'une alimentation diversifiée et adéquate en milieu rural, les groupes vulnérables comme les enfants de moins de cinq ans sont les plus affectés.

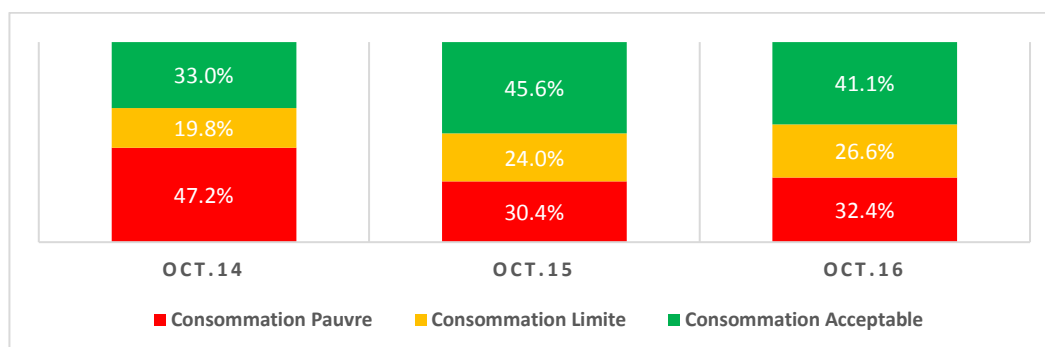
**Graphe 3: Groupe de consommation alimentaire par régions**



### Un niveau considérable de consommation pauvre

La présente enquête montre que le nombre de ménages ruraux présentant un score de consommation alimentaire (SCA/FCS) pauvre a légèrement augmenté avec 2% de plus que l'année dernière mais restant 15% inférieur à celui d'il y a deux ans. Toutefois, la consommation pauvre continue à affecter systématiquement plus de 30% des ménages depuis octobre 2014. En octobre 2015, on avait assisté à une amélioration du score de consommation alimentaire (+13%) par rapport à Octobre 2014, tandis que cette année environ 4.5% d'entre eux ont basculé vers le groupe de consommation inadéquate. En revanche, les valeurs restent similaires par rapport à Mai 2016 dont la collecte des données a été organisée avant la période de soudure.

**Graphe 4: Tendances du Score de Consommation Alimentaire depuis 2014**



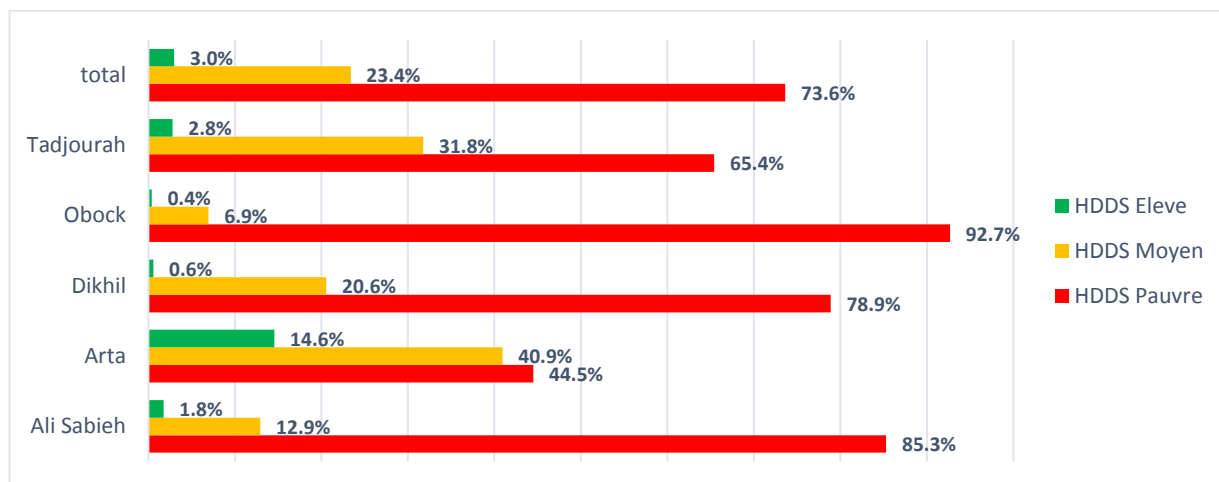
<sup>2</sup> Le Score de Consommation Alimentaire (FCS/SCA) est un indicateur qui se base sur la fréquence, la diversité et les valeurs nutritionnelles des aliments consommés dans un ménage au cours des 7 jours précédant l'enquête.

## Un régime alimentaire restant peu diversifié depuis septembre 2013

La diversité alimentaire des ménages ruraux à Djibouti est très limitée, avec environ 3/4 des ménages présentant un score de diversité alimentaire pauvre et restant stable par rapport à la même période l'année dernière. Cela veut dire que 75% des ménages ont consommé moins de 5 groupes d'aliments dans la semaine précédant l'enquête.

Si l'on compare les régions avec Octobre 2015 comme référence, la situation se dégrade à Obock et Ali Sabieh avec plus de ménages consommant 4 groupes alimentaires ou moins (+3% et +6% respectivement). Cela décrit une situation alarmante dans ces deux régions contrairement à Tadjourah et Arta où la situation semble s'améliorer avec +1.5% et +14% des ménages avec un score de diversité élevé.

**Graphe 5: Diversité alimentaire des ménages par région**



En octobre 2016, la consommation de groupes d'aliments des ménages en insécurité alimentaire est limitée seulement à 3 groupes : céréales, sucre et huile. Cette situation semble a priori similaire à celle d'octobre 2015, mais elle cache en fait des anomalies : en octobre 2015, les ménages en insécurité alimentaire modérée consommaient en moyenne 2 jours par semaines des légumineuses tandis que cette année la consommation de légumineuses est presque inexistante. L'accès limité aux autres groupes d'aliments riches en protéines et micronutriments tels que viande, fruits et légumes, qui sont pratiquement absent depuis l'année dernière, est un facteur préoccupant, notamment pour les groupes vulnérables tels que les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes.

En milieu rural, la dépendance au marché est très forte pour s'approvisionner en nourriture parce que la production propre ou agricole est quasiment inexistante avec presque 90% des aliments importés de l'extérieur. Bien que la disponibilité alimentaire sur le marché local existe, elle est difficilement accessible aux ménages ruraux du fait de la distance et de l'absence de moyens de locomotion. De fait, le faible pouvoir d'achat des ménages ruraux ne leur permet pas d'accéder à ces groupes d'aliments qui sont à la fois chers et difficile d'accès.

Les ménages ruraux affectés ont un régime alimentaire basé presque exclusivement sur les céréales, le sucre et l'huile avec en moyenne une fréquence de consommation hebdomadaire supérieur ou égale à 5 jours. Les productions animales comme la viande et lait, ainsi que les légumes et légumineuses, semblent être réservés uniquement aux ménages en sécurité alimentaire limite et acceptable.

**Tableau 3: Fréquence et Diversité alimentaire des ménages par groupe de sécurité alimentaire**

HDDS vs CARIGROUP	Cereales	Legumineuses	Legumes	Fruits	Viande	Lait	Sucre	Huile
Sécurité Alimentaire	6.96	3.31	4.39	0.41	2.06	4.68	6.30	6.06
Sécurité Alimentaire Limite	6.83	2.71	1.94	0.10	0.67	3.89	5.57	5.90
Insecurite Alimentaire Moderee	6.21	0.80	0.99	0.02	0.14	0.94	5.02	4.89
Insecurite Alimentaire Severe	6.12	0.69	0.69	0.00	0.12	0.54	5.47	5.61
Total	6.58	1.97	2.01	0.12	0.72	2.72	5.49	5.50

## Dépendances aux marchés

Les ménages ruraux dépendent fortement des marchés pour l'approvisionnement en produits alimentaires. Pour 9 ménages sur 10, les nourritures consommées proviennent du marché par achat au comptant et à crédit.

L'achat au comptant est la principale source de nourriture pour environ 78% des ménages en milieu rural contre 13% qui achètent à crédit.

Par rapport à octobre 2015, on observe une augmentation de la proportion des ménages consommant des légumes, fruits, viande et lait provenant de leur propre production. Cette situation n'est cependant pas valable pour toutes les régions mais seulement pour Ali Sabieh, Tadjourah et Dikhil.

Pour les nourritures provenant de l'élevage familial comme la viande et le lait, l'explication vient aussi de l'augmentation de l'UTB<sup>3</sup> depuis octobre 2015 et même il y a 5 mois (mai 2016). Toutefois, ces tendances sont similaires pour toutes les régions sauf la région de Dikhil où l'on observe une diminution depuis octobre 2015.

	UTB : Tropical Livestock Unit		
	Oct-15	Mai 2016	Oct-16
Ali Sabieh	0.810	1.252	1.746
Dikhil	3.340	2.382	2.767
Tadjourah	2.580	3.418	3.385
Obock	1.750	2.282	2.901
Arta	1.430	1.496	1.964
Moyenne	1.982	2.166	2.552

Tableau 4: Source de nourritures des ménages ruraux en %

	Cereals	Legumineuses	Legumes	Fruit	Viande	Lait	Huile	Sucre
Propre Production	1.6%	11.5%	19.6%	27.0%	27.8%	59.5%	3.3%	1.1%
Emprunt/Dette	2.3%	3.7%	3.6%	3.6%	3.4%	1.8%	2.5%	2.5%
Achat au comptant	61.5%	56.1%	54.7%	45.7%	46.7%	26.7%	54.1%	65.9%
Achat a credit	15.0%	7.9%	4.5%	3.6%	3.1%	5.6%	15.2%	15.8%
Aide Alimentaire	8.8%	7.5%	0.6%	0.2%	0.1%	0.8%	14.8%	4.3%
Autres	10.7%	13.2%	17.0%	19.9%	18.9%	5.6%	10.2%	10.4%
<b>Total</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>

## Pauvreté économique

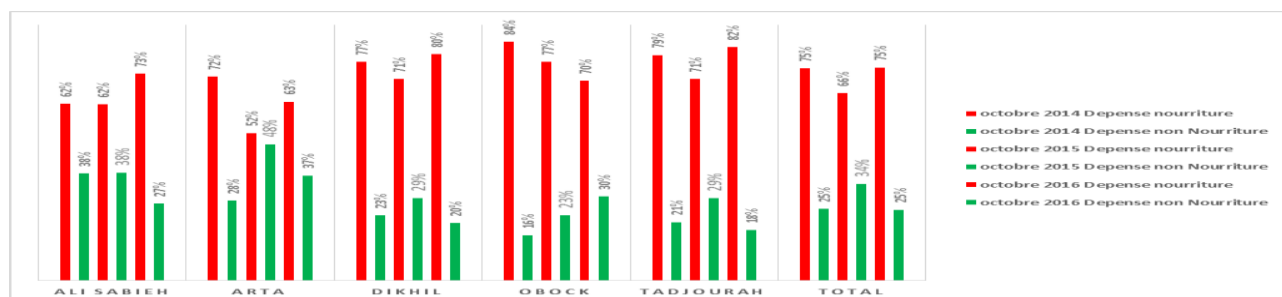
Selon l'enquête de la DISED (EDAM3)<sup>4</sup>, la pauvreté extrême touche presque 42% des ménages. La pauvreté relative en toucherait quant à elle presque 80%. Cette situation est plus endémique pour les régions de l'intérieur (Dikhil, Obock et Ali Sabieh).

En milieu rural, les ménages continuent de consacrer plus de 70% de leur budget aux dépenses liées à la nourriture. La situation reste similaire à celle d'octobre 2014 et en augmentation de 10% par rapport à Octobre 2015. En accordant seulement 25% de leur revenu pour les dépenses non liées à la nourriture, les ménages ne parviennent pas à subvenir aux besoins tels que l'accès aux services de base (éducation et santé, qui ne sont pas des services gratuits), l'habillement ou l'hygiène par exemple..

En moyenne, cette pauvreté économique affecte les trois quarts des ménages vivant en milieu rural avec un mode de vie pastoral.

Avec l'exception d'Obock (70%), les ménages ruraux accordent de plus en plus une grande part de leur budget à l'alimentation avec un maximum à Tadjourah (82%) suivi par Dikhil (80%) et Ali Sabieh (73%).. Ceci laisse sous-entendre que les ménages ont de moins en moins de revenus pour subvenir aux autres besoins élémentaires. Pour Arta, il y a 71% de budget va dans les dépenses liées à la consommation alimentaire et qui est forcément lié aux achats des nourritures coutant plus chères donc il s'agirait d'une augmentation artificielle.

Graph 6: Proportion des dépenses alimentaires et non alimentaires et les tendances depuis octobre 2015



<sup>3</sup> UTB (Unité Tropical de Bétail) est un indicateur pour estimer la possession des bétails (caprins, camelins, ovins, etc.) dans un ménage.

<sup>4</sup>DISED – EDAM3 (2012)



## Nombre de repas consommés par groupe d'âge et par région

Il n'y a pas de différences substantielles parmi les régions et les classes d'âge sauf à Obock où les enfants âgés de 2 à 5 ans semblent manger un peu moins souvent que les membres plus âgés du ménage (entre -0.03 et -0.07). Comme en octobre 2015, la moyenne de prise des repas durant les dernières 24h reste assez haute, avoisinant les 3 repas par jour pour la région d'Arta et de Tadjourah. Cette moyenne a augmenté de quelques points par rapport à Octobre 2015.

Plus de 3/5 des membres des ménages prennent entre 3 et 4 repas tous âges confondus et un peu plus pour les enfants âgés de 2 à 5 ans. Par contre, les adultes et les enfants âgés de 14 ans et plus prennent majoritairement moins de deux repas. Ceci laisse sous-entendre que les adultes favorisent les enfants âgés de moins de cinq ans.

En revanche, il faut souligner que les fréquences des repas par jour, pour les enfants âgés de 2 à 5 ans, ont diminué légèrement par rapport à l'année passée (octobre 2015) dans toutes les régions de l'intérieur sauf pour Ali Sabieh et Arta.

**Tableau 5 : Nombre moyenne des repas consommés groupe d'âge**

Région	Combien de repas les adultes et enfants âgés (14+) de ce ménage ont-ils mangé hier?	Combien de repas les enfants de 6 à 13 ans de ce ménage ont-ils mangé hier?	Combien de repas les enfants de 2 à 5 ans de ce ménage ont-ils mangé hier ?
Ali Sabieh	2.60	2.64	2.70
Arta	2.88	2.95	3.08
Dikhil	2.47	2.57	2.67
Obock	2.20	2.24	2.17
Tadjourah	2.64	2.66	2.72
Total	2.55	2.62	2.68

## Prix et marché

Dans cette section, on vérifiera les tendances du marché et leurs prix pour les denrées de base à Djibouti en particulier en milieu rural vu de quoi est constituée leur consommation alimentaire : Farine, riz, huile et sucre. Le marché d'origine cite par les communautés rurales pour l'approvisionnement en nourriture, on trouve d'abord le marché de sous-préfectures des régions et en grande proportion le marché des chefs-lieux. Et il ne fait aucun doute que les marchés des chefs-lieux s'approvisionnent à leur tour de la capitale (Djibouti).

Les graphiques ici-bas montrent les variations des prix depuis octobre 2013. Les prix des denrées de base demeurent très bas par rapport aux antérieures octobre 2013 et 2014. En revanche, les prix sont différents entre les régions. Les régions de Dikhil et Obock enregistrent des augmentations des prix par rapport à l'année dernière sauf pour l'huile. Malgré que ces denrées enregistrent des prix bas pour les autres régions, le prix de ces denrées restent élevés en rapport au pouvoir d'achat des bénéficiaires qui dépend du niveau de revenu des ménages dont les sources sont en grande partie de l'assistance extérieure (transfert, appui voisinage, pension, etc.) sauf exception à Arta.

Djibouti-ville reste le marché principal d'approvisionnement pour les régions de l'intérieur. Les coûts de transport et le frais de manutention influent sur le prix des denrées de base et d'une manière différente selon les saisons en particulier pour la région du Nord.

Le prix du sucre continue d'augmenter par rapport aux périodes antérieures à cause de la mauvaise récolte dans les pays producteurs comme le Brésil et l'Inde. Pour certains produits en provenance de l'Éthiopie, les prix sont assez élevés comme pour l'haricot. Les prix des légumes semblent être à un niveau assez élevé par rapport aux années antérieures.

**Graphe 7 : Principales sources de revenu des ménages ruraux**



## Moyens d'existence

100% des ménages interviewés ont une source de revenu ; ¾ de ces ménages ont une deuxième source de revenu mais seulement moins de 25% qui ont déclaré avoir une troisième source de revenu. A Arta et Tadjourah, plus de 80% des ménages déclarent avoir une deuxième source de revenu. La région qui enregistre le pourcentage le moins élevé est Dikhil suivi par Obock et Ali Sabieh.

Quand nous avons cherché à observer la source de revenu la plus commune parmi les trois principales, nous retrouvons l'assistance extérieure (39.5%) comme étant la plus commune. A travers l'assistance extérieure, il faut penser aux transferts sociaux, les assistances des institutions gouvernementales et les pensions de retraite. En deuxième position, nous avons le travail (salaire et journalier) avec 23.3%, suivi par les activités illégales dont les ventes de charbon et de bois de chauffe (15.1%). Il y a enfin la vente de bétail et de produits animaliers qui viennent en quatrième position avec 11.3%.

En comparant ces résultats selon les régions, l'assistance extérieure est assez importante sauf à Arta où 6 sur 10 ménages vivent d'un travail rémunéré, en général non qualifié et journalier. A Tadjourah et Ali Sabieh on enregistre une proportion assez élevée de ménages qui dépendent des projets de construction d'infrastructures. Cette tendance continue à régresser depuis l'année dernière et ceci explique en partie pourquoi nous avons des ménages qui basculent vers une situation d'insécurité alimentaire.

La proportion des activités illégales et de la vente de charbon est importante dans les régions du sud et moindre dans le nord. En octobre 2015, elle était la source la plus importante de revenu pour la majorité des ménages interviewés en particulier à Obock. Cette situation semble s'inverser en mettant en exergue la dépendance des autres ménages à l'assistance extérieure. Pour les pensions, il y a seulement moins de 5% des ménages qui semblent avoir cette source.

Depuis les deux dernières saisons des pluies (Diraac/Sougoum<sup>5</sup> et Karan/Karma), la proportion de ménages qui profitent de la vente de bétail et de leur production propre a augmenté. Si la prochaine saison des pluies était bonne, cette tendance s'améliorerait probablement pour le bonheur de la population rurale.

La proportion considérable de ménages dépendant de l'assistance externe, ajouté à ceux, dans une moindre mesure, dépendant du travail non qualifié journalier montrent le mal que les populations rurales ont pour multiplier des activités génératrice de revenu stable et durable.

**Tableau 6 : Principales sources de revenu des ménages ruraux**

Moyenne des moyens de subsistances par région sur 3 et celle la plus fréquente et commune en milieu rural						
	Ali Sabieh	Arta	Dikhil	Obock	Tadjourah	TOTAL
1e activite	100%	100%	100%	100%	100%	100%
2e activite	76%	93%	61%	76%	80%	74%
3e activite	22%	7%	33%	22%	18%	23%
<b>Agriculture et vente des produits agricoles</b>	1.6%	2.1%	1.7%	0.5%	0.9%	1.3%
vente betail et produits animaux	4.8%	5.2%	6.2%	15.1%	22.4%	11.3%
peche	0.2%	0.3%	0.6%	0.8%	0.2%	0.4%
travail	32.1%	55.9%	14.9%	7.7%	22.6%	23.3%
<b>Activite Illegale et Vente charbon</b>	21.8%	1.7%	20.2%	14.1%	8.7%	15.1%
<b>Commerce et Artisanat</b>	2.8%	5.6%	9.2%	2.1%	5.2%	6.1%
<b>Mendier et Autre</b>	0.6%	9.4%	3.5%	2.8%	2.0%	3.1%
<b>Assistance Exterieur</b>	36.2%	19.8%	43.8%	46.9%	38.0%	39.5%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## Les Chocs

Neuf ménages sur dix ont affirmé avoir subi au moins un choc au cours des trente jours précédant l'enquête. Le manque de nourriture (63.3%) et la sécheresse (59.8%) reste les chocs les plus fréquents et les plus communs en milieu rural, en ligne avec les résultats de l'AGVSAN de Juin 2014 et le FSMS d'octobre 2015. Vu le graphique ici-bas, on peut déduire que le manque de nourriture est une conséquence directe des autres chocs qui affectent implacablement la disponibilité et l'accès alimentaire au sein du ménage. Par rapport à octobre 2015, un grand nombre des ménages déclarent la flambée des prix comme le 3<sup>e</sup> choc le plus important. Depuis le début de l'année, les prix de certaines denrées comme le sucre a augmenté et c'est un choc pour eux parce qu'il fait toujours partie des trois denrées de base pour beaucoup des ménages comme il a été montré dans la section de la consommation alimentaire. En plus des pertes d'animaux à cause de la sécheresse qui avoisine le pourcentage de l'année dernière, il y a la perte d'emploi qui arrive dans ce lot des chocs vécus par les ménages d'une manière plus commune. Pour les régions, ce résultat est plus probant dans la région du sud (Arta et Ali Sabieh) et légèrement à Tadjourah. Cette situation a directement affecté l'accès économique et physique des ménages à la nourriture.

**Tableau 7 : Principaux chocs des ménages**

CHOC COMMUN	Ali Sabieh	Arta	Dikhil	Obock	Tadjourah	Total
Manque nourriture	39.1%	41.5%	68.2%	84.1%	63.9%	63.3%
Secheresse	55.4%	54.1%	59.7%	91.3%	41.6%	59.8%
Flambee des prix	45.4%	7.4%	73.3%	65.7%	6.1%	50.1%
Mort des animaux secheresse	12.0%	16.9%	23.7%	15.2%	20.3%	19.4%
Perte emploi	24.9%	43.0%	3.1%	.8%	7.8%	9.7%

## Stratégies d'adaptation alimentaires

L'indice de Stratégie d'adaptation (ISA ou CSI-Coping Strategy Index) permet d'apprécier la fréquence et la gravité des mesures adoptées par les ménages en situation de pénurie alimentaire. L'indice réduit ou simplifié des stratégies de survie est composé de cinq stratégies alimentaires standards (voir le graphique 8 ici-bas).

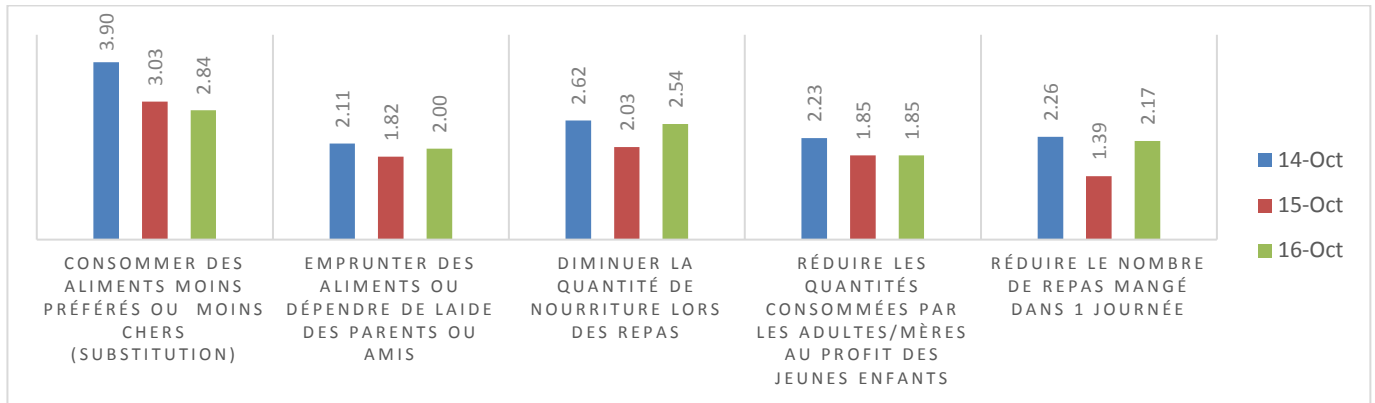
Au niveau rural, l'ISA est passé de 15,85 en octobre 2015 à 38.24 en octobre 2016. En une année, l'ISA a plus que doublé (+141%) et atteint presque le niveau d'il y a deux ans (octobre 2014). Les indices de stratégie

<sup>5</sup> Les saisons des pluies sont données en langue locale Somali et puis en Afar comme pour Dirac/Sougoum. Il ne s'agit pas de deux saisons de pluie différentes.

d'adaptation alimentaire les plus utilisés sont la consommation d'aliments de substitution et l'emprunt d'aliments auprès de parents ou amis, suivi par la diminution de la quantité de nourriture lors des repas.

Par rapport à octobre 2015, les ménages ruraux ont utilisé plus de stratégies d'adaptation alimentaires avec une conséquence directe sur la détérioration de leur sécurité alimentaire. Cette situation est élevée dans la région de Dikhil (56%), de Tadjourah (21%) et d'Obock (13%). Par contre, les ménages ont utilisé moins de stratégies à Ali Sabieh (8%) et Arta (2%).

**Grphe 8 : Evolution de l'utilisation des stratégies d'adaptation par les ménages ruraux**



## Stratégies d'adaptation non-alimentaires

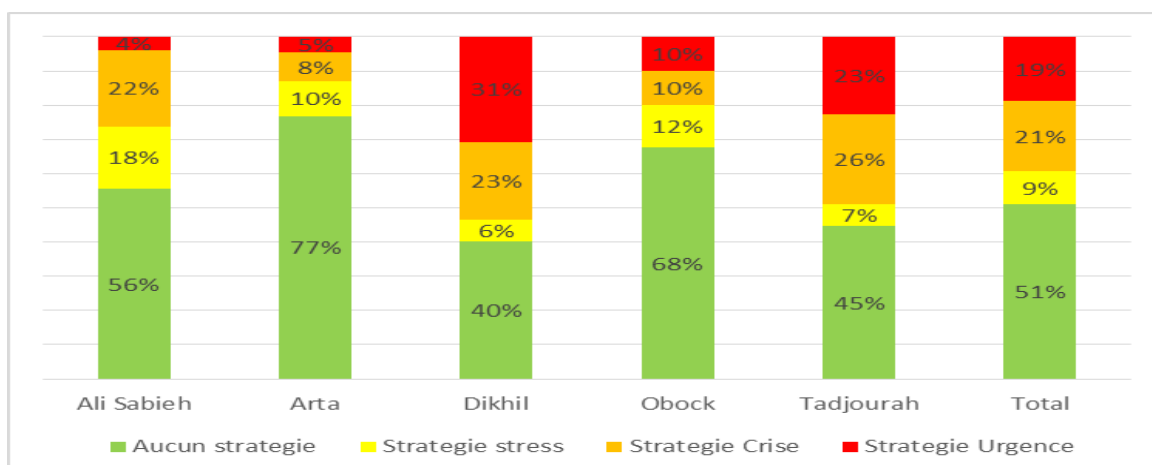
Les stratégies d'adaptation non alimentaires concernent le comportement des ménages vis-à-vis de l'utilisation des capitaux humains et financiers disponibles et risquent donc d'avoir un impact sur la durabilité des moyens d'existence du ménage dans le moyen et long terme.

Globalement, 49% des ménages ont déclaré avoir adopté au moins une stratégie d'adaptation. En particulier :

- **9% des ménages ont adopté des stratégies d'urgence**, telles que vendre la maison, pratiquer des activités illégales, aller mendier.
- **21% ont adopté des stratégies de crise**, telles que réduire les dépenses non alimentaires essentielles, retirer les enfants de l'école ou vendre des biens productifs.
- **19% ont adopté des stratégies de stress**, telles qu'emprunter de l'argent, vendre des biens domestiques, dépenser l'épargne, envoyer des membres du ménages manger ailleurs.

Par rapport à octobre 2015, le niveau global d'adoption de stratégies d'adaptation non alimentaires a régressé de 18% en milieu rural et dans toutes les régions de l'intérieur, avec 10% à 20% des ménages n'ayant utilisé aucune stratégie non alimentaire. En revanche, les régions enregistrent une augmentation du pourcentage de ménages utilisant des stratégies d'urgence. Cette situation prévaut surtout dans la région d'Obock et de Tadjourah. Sinon à Dikhil, le niveau reste stable et très élevés pour les ménages utilisant les stratégies d'urgence.

**Grphe 9 : Prévalence de l'indice des stratégies d'adaptation non alimentaires par région**



## Malnutrition Aiguë Globale

La malnutrition aigüe globale est le résultat des mesures du périmètre brachial (PB) sur un échantillon de 1437 enfants de 6 à 59 mois d'âge en milieu rural.

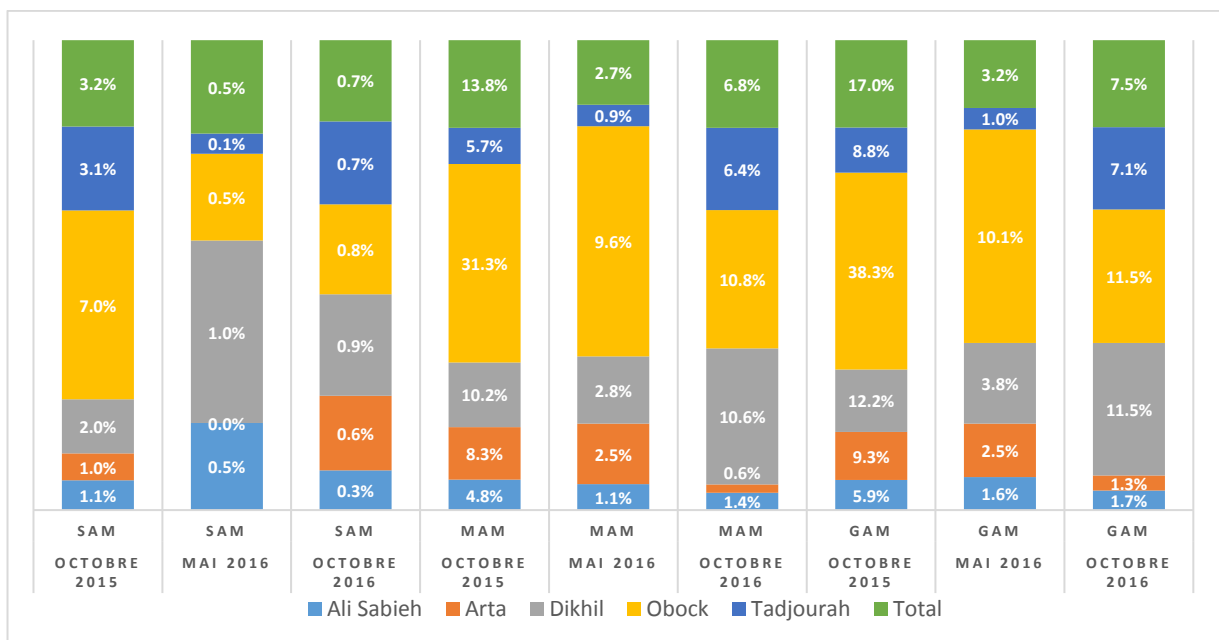
Sur l'ensemble de l'échantillon, **7.5%** des enfants souffrent de malnutrition aigüe globale (MAG). Parmi eux, **6.8%** souffrent d'une malnutrition aigüe modérée (MAM) et **0.7%** d'une malnutrition aigüe sévère (MAS). Par rapport à octobre 2015, le MAG est toujours en forte baisse mais a augmenté par rapport en mai 2016 (+4.3%). Cela est probablement dû aux dates de la présente enquête, au sortir de la période de soudure.

Il faut de plus noter que cette ré-augmentation par rapport à Mai 2016 se fait en particulier à Obock et Dikhil qui sont également les deux régions les plus touchées par une variété pauvre du régime alimentaire.

En comparant ces résultats avec ceux de l'AGVSAN en juin 2014 et du SMART en novembre 2013 en particulier pour les régions de Dikhil et Obock, le niveau de la prévalence de la malnutrition est à son niveau le plus bas sur les cinq dernières années.

Le suivi du statut nutritionnel des enfants de moins de 5 ans a été introduit dans cette enquête pour avoir une idée indicative mais non représentative de la prévalence de la malnutrition aigüe (MAG). Ces résultats ne devront donc pas être utilisés comme le statut actuel de la prévalence de la malnutrition à Djibouti. Ces résultats devront cependant être discutés avec les partenaires de Nutrition et comparés avec ceux du prochain FSMS.

**Graph 10 : Malnutrition aigüe enfants 6-59mois (Périmètre Brachial) par région.**



## Situation projetée

La saison des pluies de Karan/Karma est arrivée tardivement vers le mois d'Aout et Septembre cette année. Il est supérieur à la normale. La carte sur la végétation NDVI nous montre une amélioration de la végétation en milieu rural sauf pour les côtes de Djibouti et certaines zones reculées du Nord-Ouest et du Sud-Est pastoral qui restent sèches. Une bonne végétation étant le résultat d'une bonne pluie, nous considérons que les moyens d'existences des ménages de ces zones seront encore affectés jusqu'à la prochaine pluie de Sougoum/Dirac (Février à Juin) prochaine.

Pour les zones côtières, les pluies n'ont pas été très généreuses depuis l'année dernière en octobre 2015. Ces zones sont particulièrement sensibles à une saison des pluies Heys/Dadaa faible. Si la prochaine saison de pluie de Heys/Dadaa n'est pas au-dessus de la moyenne, la population rurale côtière risque de connaître une année complète sans pluie parce que les zones côtières n'ont pas eu une bonne saison de pluie l'année dernière..

Cette même population, en habitant sur le long du tronçon du Lac Assal qui relie la Capitale avec les régions du Nord (Obock et Tadjourah), doit la multiplication de leur source de revenu aux activités de vente du lait, de caprin, etc. aux passagers de tous les véhicules empruntant ce tronçon. Les capacités de faire ces activités dépendent très largement d'une bonne pluie pendant cette période fraîche qui va jusqu'au Février et Mars de l'année prochaine. Aussi, Les zones côtières sont les zones de pâturages de prédilection pour la population de l'intérieur qui viennent en transhumance et quittent avant la prochaine saison de pluie de Diraac/Sougoum. Cette année, la saison de pluie côtière a commencé très tôt

La sévérité et la portée de la prévalence d'adoption de stratégies d'adaptation alimentaires et non alimentaires, notamment dans toutes les régions de l'intérieur, suscite des inquiétudes sur la capacité des ménages à sortir du cercle vicieux de l'insécurité alimentaire.

Cette année, la vente de bétail et l'agriculture semblent occuper une place importante dans la liste des principales sources de revenu des ménages. Cependant, cette situation est directement liée aux bonnes pluies de Diraac/Sougoum suivi par la saison de Karma/Karan qui n'a pas été très longue mais bonne. La saison fraîche qui vient de commencer va alléger la pression qui existe sur la population rurale et d'autant plus si la prochaine saison des pluies de Heys/Dadaa est positive.

## Recommandations

- Continuer les distributions générales aux personnes vulnérables en situation d'insécurité alimentaire sévère et modérée affectées par la sécheresse dans les milieux ruraux à Djibouti, avec une attention particulière dans les régions d'Ali Sabieh, Obock et Dikhil.
- Renforcer le ciblage selon les critères géographiques (sous-préfectures) et de caractérisation des ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée identifiés dans les recommandations de l'enquête AGVSAN 2014 et en ligne avec les résultats de la présente SSSA et celle de mai 2016. Continuer le suivi de la situation de sécurité alimentaire et conduire des enquêtes de suivi de la malnutrition pour les groupes vulnérables, afin de vérifier si le caractère structurel de l'insécurité alimentaire dépasse, ou non, celui conjoncturel lié à la saisonnalité.
- Renforcer la coordination des partenaires de développement en étroite collaboration avec les autorités locales afin d'atteindre les objectifs de résilience ciblés.
- Lancer une discussion avec les partenaires de Nutrition pour analyser et comprendre mieux les résultats présentés dans ce rapport et concernant la baisse de la prévalence de la malnutrition aigüe globale en milieu rural. Au mieux, il serait raisonnable de faire un exercice d'évaluation de la situation de la malnutrition aigüe à Djibouti.
- Renforcer la coordination avec les partenaires de nutrition et de développement rural et résilience afin de pallier aux problèmes de diversifications alimentaires et aussi de la faible consommation des protéines animales et des fruits et légumes, notamment dans la période de soudure.
- Multiplier les activités de résiliences surtout dans les zones agro-pastorales afin d'instiller un mode de vie agricole parmi ces ménages figés au mode de vie pastoral.
- Vu la dépendance des marchés pour l'approvisionnement en aliments et la haute proportion de dépenses alimentaires, il est important de continuer à suivre l'évolution des prix des denrées dans les cinq régions et de vérifier des cas de flambée non-ordinaire pendant la saison de soudure.
- Continuer la surveillance des moyens d'existence des ménages ruraux, avec une cible spécifique aux fluctuations de l'offre d'emploi journalier, notamment dans les régions où des grands travaux sont en cours de réalisation.
- Continuer la surveillance de l'évolutions des prix des denrées de base dans les régions de l'intérieur, particulièrement pour les céréales, les légumineuses, les légumes et le kérosène qui ont un impact fort sur le pouvoir d'achat des ménages.



Pour recevoir plus d'informations, veuillez contacter:

**PAM Djibouti:**  
[jacques.higgins@wfp.org](mailto:jacques.higgins@wfp.org)  
[etienne.labande@wfp.org](mailto:etienne.labande@wfp.org)  
[aden.ali-aden@wfp.org](mailto:aden.ali-aden@wfp.org)  
[Moussa.abdoulkadergueda@wfp.org](mailto:Moussa.abdoulkadergueda@wfp.org)  
**FAO Djibouti**  
[Emmanuelle.guernebleich@fao.org](mailto:Emmanuelle.guernebleich@fao.org)  
[tarwa.amze@fao.org](mailto:tarwa.amze@fao.org)  
[hibo.mohamedmuse@fao.org](mailto:hibo.mohamedmuse@fao.org)

**UNICEF Djibouti**  
[Kalil.sagno@unicef.org](mailto:Kalil.sagno@unicef.org)

**Direction de la Statistique DISED**  
[St\\_konate@yahoo.fr](mailto:St_konate@yahoo.fr)  
[omarjoud@yahoo.fr](mailto:omarjoud@yahoo.fr)  
[idrissalison@yahoo.com](mailto:idrissalison@yahoo.com)

